

LIVRES

L'aide au développement est-elle efficace ?



Ne pas oublier les pays en voie de développement dans les plans anticrise. L'avertissement a été répété sur tous les tons. Mais sait-on bien les aider ? Polémique entre auteurs anglo-saxons.

THE END OF POVERTY

« How We Can Make It Happen in Our Lifetime », par Jeffrey Sachs, Londres, Penguin Books, 2005, 396 pages

Le Millénaire des Nations unies pour le développement (OMD) prescrit un ensemble d'objectifs en matière de lutte contre la pauvreté adoptés par les Nations unies en septembre 2000. Ils tiennent en 8 chapitres et 48 indicateurs. Le premier est de « réduire l'extrême pauvreté et la faim », en diminuant de moitié d'ici à 2015 la proportion de la population au revenu inférieur à 1 dollar par jour. Il s'agit tout de même d'environ un sixième de l'humanité.

L'économiste et consultant globe-trotter Jeffrey Sachs pense que de telles visées sont atteignables. Mieux, il considère, dans ce livre à succès, que d'ici à 2025 il est possible d'éradiquer totalement l'extrême pauvreté. Pour ce faire, il faut faire passer l'aide au développement à 195 milliards de dollars par an, c'est-à-dire la doubler. Intellectuel vedette et ami des stars (Bono préface son livre), Jeffrey Sachs est directeur de l'Institut de la Terre à l'université de Columbia (New York). Il répète à qui veut l'entendre (et le lire) qu'il a travaillé (avec des succès divers) dans 100 pays, sur tous les continents. Sachs en a tiré, explique-t-il, une méthode d'observation, d'analyse et d'intervention reposant sur le diagnostic et la création de traitements appropriés.

S'appuyant (comme tout le monde) sur le « terrain », il appelle au financement généralisé de programmes comme la gratuité des écoles ou la généralisation des moustiquaires. Sachs, probablement à raison, soutient que les généreux discours publics autour des OMD sont tenus par des dirigeants, au FMI notamment, qui en réalité n'y croient pas. Il critique d'ailleurs vivement le FMI qui aurait imposé des « ceintures budgétaires à des patients bien trop pauvres pour les supporter ». Un peu naïf : « Les OMD pourront être atteints si les pays riches et les pays pauvres travaillent ensemble autour de projets pragmatiques. » Souvent décrié par les chercheurs, mais célébré par les responsables politiques, les grands philanthropes et les artistes, « Jeff », qui cite aussi bien Kant que la CIA, veut faire de son projet celui d'une génération.

REINVENTING FOREIGN AID

sous la direction de William Easterly, Cambridge, MIT Press, 2008, 567 pages

William Easterly n'est pas le copain de Jeff. Enseignant lui aussi à New York (New York University), il considère que l'aide au développement est un échec retentissant. Ancien de la Banque mondiale, il écrit qu'aucune des positions du docteur Sachs n'a véritablement eu d'effet. Fondamentalement, rien n'aurait été démontré quant aux liens entre aide et croissance. Amateur de polémiques saignantes, il écrit dans l'introduction de ce volume qu'il a dirigé que l'aide à grande échelle ne sert à rien. Et il enfile les attaques. Les pays qui ont connu le plus fort développement sont ceux qui ont reçu le moins d'aide. À l'inverse, ceux qui ont reçu le plus d'aide sont restés les moins développés. Annuler la dette des pays pauvres c'est une prime à l'inefficacité, voire à la corruption. Le messianisme d'intervention des économistes « cliniques » à la Sachs et des stars à la Bono, Brad Pitt ou à la Bill Gates, a des accents de bons sentiments mais aussi de néocolonialisme. Les ONG et agences onusiennes sont devenues un complexe bureaucratique-assistantiel qui ne viserait plus que sa survie.

Easterly distingue les « planificateurs » (les méchants) et les « chercheurs » (les gentils). Les premiers se donnent des objectifs grandioses et élaborent de superbes stratégies. Les seconds sont bien plus humbles et ils font reposer leurs convictions sur un savoir assuré mais nécessairement limité. Citant Hayek, Easterly considère que l'intervention planifiée et centralisée est condamnée à l'échec. Certes, les campagnes de vaccination fonctionnent. Mais elles reposent d'abord sur des démarches scientifiques validées. De surcroît, le succès de leur méthode n'appelle pas obligatoirement une réplication sur d'autres sujets (comme le financement des associations locales).

Easterly, avec les 24 auteurs qu'il a réunis (et qui ne sont pas tous d'accord avec lui), plaide pour la rigueur. Ce ne sont pas les stratégies générales et grandiloquentes qui fonctionnent, mais les programmes concrets, valablement évalués et évalués. Esther Duflo y défend ses évaluations aléatoires et son recours à l'expérimentation. Kurt Hoffman souligne que c'est l'esprit d'entreprise qui fait partout insuffler

plutôt que les aides monétaires. Tous les auteurs rassemblés par Easterly ne convergent pas, même s'ils s'accordent globalement sur l'efficacité des mécanismes de marché ou de quasi-marché (« vouchers ») pour lutter contre la pauvreté.

DEVELOPMENT ECONOMICS THROUGH THE DECADES

« A Critical Look at 30 Years of the World Development Report », par Shahid Yusuf, The World Bank, 2008, 188 pages

Au-delà de la controverse Sachs (l'aide est nécessaire) contre Easterly (le marché doit s'imposer), les institutions continuent à fonctionner, les pauvres à rencontrer des difficultés, les ONG à se mobiliser, les pays riches à s'inquiéter. La Banque mondiale propose un utile retour sur trois décennies d'analyses et d'interventions en matière d'économie du développement. Cette discipline est née d'abord pour les pays riches à la suite de la Seconde Guerre mondiale, avant de voir les économistes consacrer au processus de développement des pays à faible revenu.

Depuis 1978, la Banque mondiale publie annuellement son Rapport sur le développement dans le monde. Les premiers documents, sous la présidence de Robert McNamara, se consacraient déjà à la pauvreté et à son atténuation. Pour commémorer le trentième anniversaire de cette référence, un DVD contenant l'intégralité des rapports a été réalisé. Une lecture critique a été effectuée par Shahid Yusuf, un économiste de l'institution. De la mise en lumière des avancées techniques à l'étude de l'extension des thématiques, tout est rapidement et efficacement traité dans ce court ouvrage. Relevons que selon les conclusions de Yusuf, le progrès en matière de développement (que l'on veut désormais durable) passera surtout par les sciences dures. Dure leçon pour les sciences des sciences.

Cet essai, gracieusement en ligne (www.banquemondiale.org), est assorti de 5 commentaires. Dans son texte, William Easterly (encore lui) reprend ses critiques. Dans un autre billet, Joseph Stiglitz – qui a lui aussi participé à cette aventure – est bien moins critique. S'il sait combien le rapport peut sembler doctrinaire – compilant les croyances en vogue du moment –, il redit bien son importance en termes d'information.

JULIEN DAMON
PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO
(master d'urbanisme)

LE COMMENTAIRE DE

JEAN-HERVÉ LORENZI

Halte au feu dans les télécoms !

Depuis plusieurs semaines, les conflits se multiplient entre les grands opérateurs de télécommunications français. Rien de plus normal, me direz-vous, que sur un marché aussi concurrentiel les grands acteurs souhaitent se prémunir de toute position dominante. Mais tout cela est le fruit d'une longue histoire. Comme tous les pays industrialisés, la France a eu, pendant des décennies, un opérateur unique en charge du service public, qui était d'ailleurs une administration. À cette époque-là, le modèle d'excellence était américain, ATT, avec son million d'employés, son réseau unique au monde par sa densité, sa technicité et ses qualités de service. En un mot, c'était une période heureuse, mais sans concurrence et au détriment, vraisemblablement, du consommateur qu'on baptisait encore usager.

La France était très en retard, jusqu'à un moment où le président de la République Valéry Giscard d'Estaing décida qu'il était essentiel pour la compétitivité de notre économie de disposer de télécommunications modernes. Avec cette vieille règle que le dernier entré sur un marché pouvait dépasser ceux qui tenaient jusqu'alors le haut du pavé, tout simplement parce qu'il disposait de technologies plus modernes. La France se retrouva l'un des leaders de la numérisation du réseau. À l'époque, la Direction générale des télécommunications et Alcatel travaillaient totalement main dans la main, et ceci donna des résultats importants pour l'industrie, le service, à tel point qu'Alcatel racheta le fleuron de l'industrie américaine ITT. Voilà pour l'histoire, qui permet de souligner l'importance de ce secteur sur le plan technologique et industriel. Après, il arriva ce qui devait arriver : l'opérateur historique perdit une large partie de son statut, la concurrence s'installa.

Deux autorités de concurrence permirent des résultats très significatifs de baisse des coûts. L'une traditionnelle : le Conseil de la concurrence, mais surtout l'autre, celle qui permet la transition d'une situation de

monopole à une situation de concurrence normale : l'Arcep. Là aussi, rien de plus normal, y compris les bisbilles, les procès d'intention mais, aujourd'hui, les tensions dépassent le raisonnable. Cela porte sur les coûts de fourniture par France Télécom, de son réseau aux autres opérateurs. Cela porte sur sa politique de contenus. Bien entendu, personne n'a ni complètement tort ni complètement raison.

Il n'empêche, nous disposons d'un régulateur : l'Arcep, de qualité exceptionnelle ; d'un opérateur historique qui est, sur de nombreux points, à la pointe de la technologie, et de concurrents au poids moins important puisque plus récents, mais tout aussi talentueux dans la mise à

Le plan de relance économique de la France pourrait et devrait comporter un maillage généralisé en fibre optique. Mais cela ne se fera que si le bon sens revient.

disposition de services de télécommunications fixes ou mobiles. C'est dans la capacité d'investissement, d'installation de réseaux en fibre optique, de fourniture de gammes de services technologiquement pointus que se jouent à la fois une partie de notre compétitivité (et, c'est vraiment important pour les années qui viennent) et une qualité de la communication dont les effets sur la cohésion sociale se font sentir chaque jour. Alors, ne gâchons ni nos talents ni notre temps. Le plan de relance économique de la France pourrait et devrait comporter un maillage généralisé en fibre optique. Ce serait une bonne nouvelle, mais cela ne se fera que si le bon sens revient et si les acteurs se montrent naturellement concurrents, tout en étant coopératifs sur les sujets qui le nécessitent.

Jean-Hervé Lorenzi est président du Cercle des économistes.

LA REVUE DU JOUR

Quand l'histoire se mondialise



Le thème. Sujet unique de ce numéro de la célèbre revue « Le Débat » : l'histoire du monde, par opposition à l'histoire nationale telle que la privilégiaient les manuels d'antan. La mondialisation de l'histoire a précédé sinon la mondialisation tout au moins l'invention du concept de globalisation. Krzysztof Pomian rappelle le rôle profondément novateur du livre fondateur de Braudel « La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II », publié en 1949. Le lecteur saura tout de l'histoire de la « World History », du nom de la revue spécialisée, et de ses grands noms. Il découvrira surtout – et c'est ce qui fait toute la richesse de ce numéro – que, loin d'être une évidence, cette mondialisation de l'histoire pose quantité de problèmes intéressants et stimulants. A commencer par celle du point de vue de l'historien qui se veut mondial.

Quelques citations. Dans l'article de Christian Grataloup intitulé « L'histoire du monde a une géographie », on peut lire : « Il n'est pas plus absurde de considérer que l'Antiquité est une région du monde (à un moment donné) que de penser que l'Europe comme partie du monde a une histoire. » Dans « L'histoire globale peut-elle ignorer les Nambikwara ? », l'anthropologue Alain Testar, qui répond bien évidemment « non », écrit : « Les Nambikwara, les Aranda, les Trobriandais n'ont pas fait l'objet d'un génocide. Ils n'ont aucune raison de figurer en bonne place dans une histoire révisée de la colonisation. »

« Écrire l'histoire du monde », « Le Débat » n° 154, mars-avril 2009, 192 pages, 17 euros.

Ça caste ?

LA CASTE. LES NOUVELLES ÉLITES ET LE MONDE QU'ELLE

par DAVID ROTHKOPF
Robert Laffont, 2009, 329 pages, 21 euros

« Ça caste ! », disent les jeunes (et leurs amis) pour se réjouir de la présence de people et/ou de jolies filles à une soirée. David Rothkopf fait un peu de même en cherchant, de surcroît, à nous faire rêver. Dans un ouvrage qui vient d'être traduit, cet habitué du gotha s'intéresse à l'élite globale. Loin des 200 familles d'antan, 6.000 personnes appartiendraient aujourd'hui à une « caste » à la tête des affaires, des médias, des religions, et du complexe militaro-industriel. Il ne s'agit pas d'une aristocratie héréditaire, mais d'un tout petit monde principalement composé d'hommes blancs, très riches, généralement diplômés d'universités américaines.

Rothkopf se mettant en scène dans les couloirs de Davos, dans les dîners en ville et



dans l'intimité de ses rencontres avec des puissants, nous relate une certaine d'entretiens et des centaines d'anecdotes, agrémentées de quelques portraits. Certaines remarques font le sel de l'ouvrage, sur les liens entre les secrétaires américains à la Défense et les milieux d'affaires ou encore sur la proportion de sénateurs millionnaires aux États-Unis (40 %). D'autres chiffres sont intéressants. En 1982, les 500 premières multinationales rassemblaient un chiffre d'affaires équivalent à 15 % du PIB mondial. Il atteint maintenant 40 %.

Le livre a tout pour avoir du succès, notamment avec sa condamnation de la cupidité des

membres de la « caste ». On a toutefois du mal à suivre l'auteur. La caste rassemblerait des décideurs, des diplomates et des chanteurs, aussi dissemblables que Bill Gates, Bill Clinton, le pape, Berlusconi, Sarkozy, mais aussi des oligarques russes, Ben Laden, Bono ou Shakira. On ne voit pas cependant ce qui fait l'unité d'un groupe constitué de traders aux bonus (apparemment) astronomiques, de terroristes, ou encore d'artistes atomodernistes. Rothkopf ne souhaite pas donner la liste des membres de la caste, car celle-ci est par nature ouverte et transitoire. C'est dommage, car la publication d'une telle liste, avec ses variations, aurait un intérêt.

Rudimentaire dans son analyse de la stratification sociale (même s'il cite Mills, Weber ou Pareto), Rothkopf décrit « un club très exclusif » peu soucieux des inégalités que ses membres génèrent. Au total, on ne voit pas très bien l'originalité de la thèse générale. Quelques informations donc, quelques poncifs et pas vraiment de scoop.

J. D.